Document généré le 24 avr. 2024 23:54

Études internationales

Revisiting Intelligence and Policy. Problems with Politicization and Receptivity, Stephen Marrin (dir.), 2014, Londres, Routledge, 113 p.

Thomas Juneau

Volume 46, numéro 1, mars 2015

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1033377ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1033377ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Juneau, T. (2015). Compte rendu de [*Revisiting Intelligence and Policy. Problems with Politicization and Receptivity*, Stephen Marrin (dir.), 2014, Londres, Routledge, 113 p.] *Études internationales*, *46*(1), 107–109. https://doi.org/10.7202/1033377ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

renforcer ces lignes de démarcation, envenimer leurs relations avec ceux qu'ils disent être là pour aider, mais dont les opinions sur l'utilité de leur assistance ne les intéressent pas. Les intervenants se renforcent sur leurs positions en insistant sur l'obtention des résultats au court terme, qui leur permettent de continuer à recevoir le soutien financier des donateurs. Les intervenants, dit Autesserre, ont de bonnes intentions, mais qui sont difficiles à réaliser à cause de leurs pratiques quotidiennes, philosophies et modèles de travail.

Le livre énumère en détail tous ces défauts et donne de nombreux exemples très intéressants. Cependant, à force d'exemples, l'argumentation finit souvent par se faire répétitive. Une grande partie de l'ouvrage pourrait être beaucoup plus courte. La conclusion, qui suggère des solutions aux problèmes décrits et analysés en détail dans le livre, est en revanche plutôt brève. Pour résumer, Autesserre suggère que les intervenants accordent plus d'importance aux connaissances locales et linguistiques (et que ces compétences soient évaluées dans le recrutement du personnel) qu'à l'expertise technique, que les intervenants emploient davantage de main-d'œuvre locale, que la population soit plus systématiquement consultée et que les lignes de fracture entre les intervenants et la population soient brisées pour éliminer l'inégalité qui existe aujourd'hui entre ces deux groupes.

Autesserre reconnaît qu'il est difficile de savoir si les solutions qu'elle suggère rendraient les intervenants plus efficaces. Comme très peu d'entre eux fonctionnent de la manière qu'elle propose, il faudrait que d'autres donateurs y aient recours. Les programmes alors mis en place permettraient d'évaluer ses conclusions.

Alix BOUCHER
Future of Peace Operations Program
The Henry L. Stimson Center
Washington, DC

ÉTUDES STRATÉGIQUES ET SÉCURITÉ

Revisiting Intelligence and Policy. Problems with Politicization and Receptivity

Stephen MARRIN (dir.), 2014, Londres, Routledge, 113 p.

La dynamique entre la sphère du renseignement et celle de l'élaboration et de l'implantation des politiques est souvent empreinte de tension et d'incompréhension mutuelle. Cet ouvrage collectif dirigé par Stephen Marrin, un chef de file des études du renseignement, s'attaque à deux dimensions particulières de cette relation : la politisation, par les agences de renseignement elles-mêmes ou par les décideurs, et la réceptivité des décideurs face à ce que leurs agences de renseignement leur fournissent.

Les questions d'analyse du renseignement ne sont pas toutes égales ; certaines sont appelées à venir en soutien à un processus de prise de décision hautement visible publiquement, et donc potentiellement controversé. Cela soulève la question de la politisation du renseignement. Pour les tenants d'une approche traditionaliste, les responsables du renseignement doivent maintenir une frontière étanche entre celui-ci et l'univers politique. Éviter toute politisation de leur analyse est un

objectif fondamental, au nom duquel d'autres qualités – la précision, la pertinence, la responsivité – peuvent être sacrifiées au besoin. Pour d'autres, plus activistes, la politisation est inévitable et pas intrinsèquement mauvaise ; il s'agit d'éviter les abus et même de tenter de profiter des renseignements obtenus afin, par exemple, de maximiser l'influence du renseignement sur les décisions. Comme on peut le noter dans plusieurs chapitres de cet ouvrage, il n'existe pas de consensus sur la définition de la politisation. Le premier objectif du livre est donc de remédier à cette faiblesse, avec toutefois un succès limité, puisque les auteurs proposent des définitions qui, tout en étant intéressantes, se contredisent. Marrin, dans son chapitre, distingue entre le concept vague de politisation et celui plus précis et pertinent de « politisation analytique », un phénomène selon lui négatif qui survient lorsqu'un produit est corrompu sciemment à la suite de la prise en considération par l'unité analytique de facteurs politiques. Glenn Hastedt, quant à lui, propose une définition moins pointue, selon laquelle la politisation est une stratégie utilisée par des participants au processus de développement et d'implantation des politiques qui, en manipulant des produits analytiques, visent à avancer leurs objectifs politiques et à contrer ceux de leurs adversaires.

La politisation est un phénomène inévitable et complexe dont la teneur et les conséquences varient selon les circonstances. Hastedt suggère donc ensuite un cadre analytique afin de mieux comprendre la dimension politique de la relation entre le renseignement et la prise de décision. Pour ce faire, il distingue entre politisations *hard* (la coercition d'analystes pour leur imposer des prémisses ou des conclusions) et *soft* (des tentatives délibérées d'altérer le contexte analytique ou institutionnel). Hastedt oppose ces deux catégories aux cas où il y a consensus entre les sphères du renseignement et des politiques. Il propose ensuite que l'interaction entre renseignement et politiques puisse se tenir au sein de systèmes fermés, élitistes et publics. Il en dérive ainsi une matrice de trois par trois, et donc une typologie de neuf cas possibles de politisation.

La politisation du renseignement est généralement perçue comme étant négative, mais peut-elle, dans certaines circonstances, être tolérable, voire souhaitable ? Pour Joshua Rovner, la réponse est un non catégorique. Si, dans certains cas, la politisation *soft* de leurs analyses permet aux agences de renseignement d'obtenir certains gains à court terme – davantage d'influence sur le processus décisionnel, par exemple, ou une meilleure relation avec les preneurs de décision –, à long terme, selon Rovner, la politisation ne peut que nuire à la qualité du produit. Nathan Woodard, quant à lui, adopte la position opposée : il recommande un profond changement de culture qui verrait les agences de renseignement participer de manière active au processus de développement et d'implantation des politiques en proposant des analyses prescriptives basées sur des données rigoureusement analysées.

Dans un chapitre intéressant, mais qui peine à justifier sa présence dans cet ouvrage axé sur la politisation, Erik Dahl aborde la question distincte de la réceptivité des preneurs de décision face aux analyses que leur proposent leurs agences de renseignement.

En comparant le cas de Pearl Harbor (où le leadership américain n'a pas pris en compte les avertissements portant sur la possibilité d'une attaque japonaise) avec celui de la bataille de Midway (au cours de laquelle les Américains ont pu surprendre les forces japonaises grâce à la précision de leurs renseignements), Dahl tente de comprendre dans quelles circonstances les décideurs seront plus susceptibles de prendre en compte les analyses de renseignement. Il en conclut que deux variables déterminent cette réceptivité : la perception qu'ont les décideurs du sérieux de la menace et leur confiance en l'utilité générale du renseignement.

Cet ouvrage collectif atteint un objectif important, quoiqu'étroit : il réussit à faire avancer le débat sur deux aspects essentiels mais sous-étudiés de l'interaction entre renseignements et politiques, la politisation et la réceptivité. Le livre est donc pertinent pour les chercheurs et les praticiens qui cherchent à mieux comprendre la dynamique de cette relation complexe.

Le débat sur la politisation du renseignement, en particulier, est pertinent. Les différentes perspectives proposées dans cet ouvrage montrent qu'une tension est inévitable : Marrin et Rovner insistent sur les coûts de la politisation analytique, mais ils reconnaissent également qu'il est fondamental pour les agences de renseignement d'établir une relation de confiance avec leurs clients. Ces deux objectifs sont souvent en compétition. Et il n'existe pas de réponse facile à ce dilemme : les traditionalistes risquent de nuire à leurs relations en insistant sur la pureté de leurs analyses, alors que les activistes risquent d'échouer dans leur mission visant à fournir des analyses de qualité, franches et non partisanes. La quête de l'équilibre idéal représente ainsi un défi constant.

Thomas JUNEAU
Université d'Ottawa

The European Union as an Actor in Security Sector Reform. Current Practices and Challenges of Implementation

Oyan DURSUN-ÖZKANCA (dir.), 2014, Londres, Routledge, 177 p.

Avec des activités de réforme du secteur de la sécurité (RSS) entreprises dans plus de 70 pays depuis 2006, l'Union européenne (UE) est actuellement l'un des principaux acteurs dans le domaine de la résolution des conflits et de la consolidation de la paix. Toutefois, force est de constater que, près de huit ans après la signature du traité de Lisbonne, les résultats de l'organisation sont pour le moins inégaux dans ses efforts visant à améliorer et à démocratiser la gouvernance des institutions de sécurité des pays en transition. Pourquoi certaines initiatives ont-elles conduit à une amélioration durable de la sécurité comme à Aceh, alors que d'autres ont échoué lamentablement comme en République démocratique du Congo ? C'est à cette question que tente de répondre *The European Union as an Actor in Security Sector Reform*.

Dirigé par Oya Dursun-Özkanca, professeure de sciences politiques au Elizabethtown College, cet ouvrage est en fait la publication sous forme de livre de l'édition de mai 2012 de la revue *European Security*. Il constitue une compilation d'études de cas